

## Assaut du Capitole : Trump menacé de poursuites pénales



[Source : BV]

Par Frédéric Lassez

Bien entendu, comme les médias nous le répètent à longueur de journée, il ne faut pas croire aux théories complotistes. Qui imaginerait, en effet, que nos chers politiques, dont l'Histoire a sans cesse démontré la vertu et la probité sans failles, pourraient recourir à de basses manœuvres pour éliminer leurs adversaires ? Absurde.

La vie politique américaine en est un exemple édifiant. Avec une exception notable : Donald Trump. À croire ses opposants et les médias, ce trublion populiste ne cesse de mettre en danger la démocratie et ses valeurs. Par chance, il s'est toujours trouvé de zélés serviteurs de la vérité et de la justice pour faire barrage à ses sombres desseins. Le premier et le plus scandaleux étant son fricotage poutinien, en 2016, pour venir à bout de Hillary Clinton, son adversaire de l'époque à la présidentielle.

Le candidat républicain n'avait alors pas hésité à vendre son âme au diable russe mais, heureusement, le complot avait été dévoilé grâce à un rapport de 35 pages opportunément publié quelques jours avant l'investiture de Trump. Des « révélations » sur ses liens avec le Kremlin mais aussi des détails croustillants comprenant l'évocation d'une « sextape ». Afin d'exercer des pressions sur lui, les services secrets russes n'avaient pas hésité, d'après le dossier, à filmer clandestinement, en 2013, les parties de jambes en l'air du milliardaire avec des prostituées dans une chambre d'hôtel de Moscou. La bonne vieille technique du *kompromat* (« dossier compromettant »). Pas de doute, Trump n'était qu'une marionnette manipulée par Poutine.

Après plusieurs années d'enquête, le procureur spécial Robert Mueller était malheureusement arrivé à la conclusion inverse : rien ne permettait d'établir que des membres de la campagne de Trump avaient conspiré ou s'étaient coordonnés avec le gouvernement russe. Comme l'avait reconnu *CNN* en 2021, le dossier bidon à l'origine de ces « révélations » avait été fabriqué par un ancien agent du MI6 anglais, Christopher Steele, à l'instigation de membres du Parti démocrate. Ce « Russiagate » n'allait pas pour autant empêcher les médias, qui avaient copieusement truffé leurs colonnes de « *fake news* », de continuer par la suite à entretenir le soupçon et la légende noire de Trump.

Et il faut dire qu'ils ne manquent pas de matière car, depuis cette époque, Trump a bien du mal à quitter la rubrique des « affaires ». Parmi les dernières enquêtes en date, un « raid » du FBI dans sa résidence de Mar-a-Lago, en Floride, à la recherche de dossiers classifiés illégalement conservés, une autre sur ses déclarations de revenus ou encore la demande d'une enquête concernant sa gestion de la pandémie de coronavirus. Mais c'est surtout la dernière élection présidentielle de 2020, avec la controverse sur d'éventuelles fraudes lors du vote par correspondance et surtout l'assaut du Capitole par une foule en colère, qui a replacé Trump au centre de la vie judiciaire américaine.

La presse française s'en fait régulièrement l'écho afin d'entretenir la thèse (complotiste ?) de la menace fasciste persistante d'un bord à l'autre de l'Atlantique. Évoquant le travail de la commission chargée d'enquêter sur l'assaut du Capitole mise en place en janvier 2021, le journal *Le Monde* affirmait, récemment, que les « *menaces les plus graves pour la démocratie américaine* » provenaient d'une « *d'une extrême droite suprémaciste dont Donald Trump [avait] banalisé les ressorts rhétoriques* ». Les « milices » qui avaient assailli le Capitole en étaient la preuve.

Or, si les opposants de Trump ont perdu une première manche avec le Russiagate, ils semblent, cette fois-ci, en passe de remporter la deuxième grâce aux conclusions de la commission qui, après dix-huit mois d'enquête, vient de recommander au ministère de la Justice américain d'engager des poursuites pénales contre lui. Car pour la commission, pas de doute, « *la cause centrale du 6 janvier était un homme, l'ancien président Donald Trump* ».

La vice-présidente de la commission, Liz Cheney, considérée comme une républicaine anti-Trump, ajoute ce commentaire : « *Aucun homme qui se comporterait de cette façon à ce moment-là ne pourra plus jamais occuper un poste d'autorité dans notre pays.* » « *Il est inapte à toute fonction* », complétait-elle.

De là à imaginer qu'il s'agissait du véritable objectif de cette enquête et à en déduire que les opposants à Trump sont prêts à tout pour l'empêcher de se présenter en 2024, il faudrait vraiment être complotiste !

[Voir aussi : La république américaine en danger de mort]